

## Dialogue social dans les TPE : l'avertissement de la CGPME à Eric Woerth

[08/04/10]

Reçu hier par Eric Woerth au ministère du Travail et des Relations sociales, le président de la CGPME, Jean-François Roubaud, a prévenu que l'instauration d'instances de dialogue social dans les TPE constituerait un casus belli.

Un projet « inacceptable » contre lequel il va se « battre sans relâche » : reçu hier par Eric Woerth au ministère du Travail, Jean-François Roubaud, président de la CGPME, n'a pas mâché ses mots pour dénoncer le projet gouvernemental d'instaurer un dialogue social dans les TPE (moins de 10 salariés), via la création de commissions paritaires territoriales (« Les Echos » du 30 mars).

Et peu importe que le texte en préparation reste prudent (il renvoie la mise en place des commissions, au pouvoir restreint, à des négociations de branche), la CGPME exclut d'entrouvrir cette porte : « Les dirigeants ne l'accepteront pas et les salariés n'en veulent pas non plus. Le terrain est très inquiet. Cela ferait beaucoup de bruit, autant que la mise en place des 35 heures. »

### « Un vrai danger »

Un tel dispositif, estime-t-elle, déboucherait sur « des usines à gaz qui ne serviront à rien. Le dialogue social dans les TPE est informel, quotidien et marche très bien en l'état ». Jean-François Roubaud craint que la création de commissions n'entraîne « un risque de contrôle des TPE par des représentants syndicaux qui leur sont extérieurs ; c'est un vrai danger ». Un message qu'il entend aussi répéter à Claude Guéant, secrétaire général de l'Elysée, qu'il doit rencontrer aujourd'hui.

La CGPME appelle la Rue de Grenelle à se borner à mettre en place la mesure de l'audience syndicale dans les TPE, indispensable pour parachever la réforme de la représentativité de 2008.

Le résultat de cet intense lobbying reste très incertain. Le Medef est lui aussi vent debout contre ce projet, mais l'UPA (artisans) et les syndicats y sont très attachés. En début d'année, après l'échec des négociations interprofessionnelles, Matignon avait tapé du poing sur la table et tranché en faveur des seconds.

Le cabinet d'Eric Woerth doit désormais se plonger dans le dossier, mais rien n'indique, pour l'instant, que l'exécutif soit prêt à reculer, a fortiori dans une période où il veut éviter de braquer les syndicats. Pour rassurer les dirigeants, l'entourage du ministre rappelle toutefois que « le projet n'est aucunement de mettre des syndicats directement dans les TPE ».